

## Proche-Orient : la politique du pire<sup>1</sup>

**Après des semaines de tractations, Ehud Olmert, le successeur d'Ariel Sharon, est parvenu à ses fins: mettre en place une large coalition qui va des travaillistes à l'extrême droite. Un consensus national qui ne rassure guère ...**

Le pire sera-t-il évité ? Lors de sa récente tournée en Europe qui l'a mené à Ankara, Oslo, Helsinki et Paris, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a peut-être obtenu la reprise de l'aide financière européenne aux Palestiniens. Jacques Chirac l'a assuré que « *cette aide doit être maintenue pour des raisons humanitaires et politiques.* » Et il a proposé une ligne de crédit spéciale pour payer les fonctionnaires palestiniens sans passer par le gouvernement du Hamas. La Commission européenne ne devrait pas s'y opposer. « *Nous examinons la possibilité d'établir un mécanisme international de supervision qui pourrait faciliter le contrôle des fonds, pour que les donateurs puissent répondre aux besoins dans les secteurs de la santé et de l'éducation* » a indiqué Benita Ferrero-Waldner, la commissaire européenne aux relations extérieures : « *Nous sommes en train de passer en revue tous les projets impliquant des paiements à ou via l'Autorité palestinienne pour essayer de trouver des solutions alternatives* »

160 000 fonctionnaires attendent leurs salaires des mois de mars et d'avril. Or, ces revenus font vivre plus d'un million de personnes en Cisjordanie et à Gaza où le chômage touche plus de 50% de la population.

La décision prise par les Etats-Unis et l'Union européenne de suspendre l'assistance financière pour punir les Palestiniens d'avoir donné la victoire électorale au Hamas s'est évidemment avérée contre-productive. Si en mars, ils étaient 43% à soutenir le parti islamiste, ils sont désormais 46%. En clair, la décision occidentale de suspendre l'aide financière a bel et bien été perçue pour ce qu'elle est : une punition collective infligée à un peuple qui a mal voté...

### Annexion délibérée

Les points engrangés par Mahmoud Abbas lui permettront-ils de rebondir politiquement et de regagner une partie du terrain perdu par l'OLP ? La main est à Tel-Aviv. Et ce que l'on y dit n'est guère rassurant. Israël a coupé les ponts avec l'Autorité palestinienne qu'il considère comme une « *entité hostile* » depuis la formation du gouvernement par les islamistes du Hamas. Le Premier ministre, Ehud Olmert, va partir prochainement à Washington pour y chercher un appui renouvelé à son « *plan de consolidation* » en Cisjordanie. Le successeur d'Ariel Sharon, dont le gouvernement vient d'être investi, a bien l'intention de poursuivre la tâche que s'était fixée Ariel Sharon : tracer unilatéralement les frontières de l'Etat israélien d'ici 2010, avec ou sans l'accord des Palestiniens .

Ehud Olmert serait prêt à rencontrer Mahmoud Abbas. Mais pour lui dire quoi ? « *Il nous faut dire à Abbas ce que nous attendons de lui* » a déclaré Haïm Ramon, un des chefs de file du parti Kadima. Mais la donne est connue du côté israélien : il n'existerait pas d'interlocuteur valable en face. Arafat n'était plus crédible. Abbas ne l'a jamais été. Et le gouvernement Hamas n'est pas fréquentable. Au bout du compte, les dirigeants israéliens posent les jalons d'une politique d'annexion délibérée des territoires occupés, même si le président de l'Autorité palestinienne, attaché envers et contre tout à une solution négociée au conflit, vient de répéter dans différentes capitales qu'une nouvelle action unilatérale après le « retrait » de la bande de Gaza, reste une menace à long terme pour la paix.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 267 du *Journal du mardi*, 9 mai 2006.

## Aveu d'échec

C'est si vrai que l'envoyé du « Quartet » (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU) chargé d'évaluer les chances de voir aboutir la « feuille de route »<sup>2</sup>, vient de démissionner, en raison des dissensions au sein du quartet sur la conduite à tenir après l'arrivée du Hamas au pouvoir : *« Ces deux ou trois derniers mois, les événements politiques ont été tels que les problèmes à régler sont désormais au-delà de mes compétences. »* Et il a vivement mis en question la décision des puissances internationales de suspendre leurs aides au gouvernement palestinien : *« Je serais surpris que quelqu'un sorte gagnant de la fin de la scolarisation des enfants ou d'une famine palestinienne. »*

Durant sa tournée, Mahmoud Abbas a appelé à l'organisation « immédiate » d'une conférence internationale pour un règlement global du conflit israélo-palestinien, répétant que les mesures israéliennes anéantissaient toute chance de voir naître un jour un Etat palestinien viable. *« Pour trouver une solution au conflit, les parties ne doivent pas être laissées seules en raison du déséquilibre qui existe entre occupants et occupés »* a-t-il déclaré. *« La communauté internationale doit agir rapidement car les mesures unilatérales par lesquelles Israël tente d'imposer sa vision expansionniste en érigeant le mur de séparation raciste, en judaïsant Jérusalem, et en confisquant les terres palestiniennes conduira à une annexion de facto par Israël de 58% de la superficie de la Cisjordanie. »* Et il a rappelé qu'Israël visait également à *« mettre la main sur la nappe phréatique palestinienne et à transformer nos terres en cantons isolés. »*

## Le mur de l'apartheid

Mais avec qui parler en Israël ? Les récentes élections ont témoigné de la crise que traverse la politique israélienne : abstention massive, vote de protestation sociale avec les sept sièges de la liste des retraités, chute du Likoud qui a perdu sa base traditionnelle dans les zones juives pauvres, montée en puissance de la droite raciste avec le succès du parti de Lieberman et de l'Alliance nationale... Dans la conjoncture actuelle, la gauche reste largement minoritaire dans le pays. Et de toute manière, l'Avoda (le Parti travailliste), pas plus que Kadima, ne semble disposé à reprendre le chemin du dialogue avec l'Autorité palestinienne. Comme le rappelait Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, *« depuis maintenant quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien (...) L'Etat d'Israël n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'Etat palestinien (alors que) le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le partage de Palestine (...et) le monde occidental se tait. »*<sup>3</sup> Le cabinet israélien a donc décidé d'accélérer la construction de la « barrière de séparation » - ce « mur de l'apartheid », comme l'appellent justement les Palestiniens - qui aboutira à transformer la Cisjordanie en bantoustans sans continuité territoriale. Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), les trois quarts de la barrière se trouvent en territoire palestinien alors que 145 kilomètres seulement suivent la « ligne verte » qui servait jusqu'en 1967 de frontière à Israël. La construction de cet ouvrage devrait priver les Palestiniens de 6289 hectares et 40 000 d'entre eux se trouveront coupés de leurs concitoyens.

Dans un avis rendu en juillet 2004, la Cour internationale de justice avait jugé illégale la construction de cette barrière et exigé son démantèlement...

---

<sup>2</sup> La « feuille de route » est censée aboutir à un règlement global du conflit proche-oriental et donc à un désinvestissement d'Israël dans les territoires occupés.

<sup>3</sup> « Est-on trop indulgent envers Israël ? » par Shlomo Sand. Le Monde du 13 avril 2006.

## Le dauphin

60 ans et dauphin désigné d'Ariel Sharon. Le voilà en piste pour accomplir le vœu de son mentor et prédécesseur : fixer unilatéralement les frontières de l'Etat juif. En clair, annexer encore un peu plus du territoire promis aux Palestiniens par la loi internationale. Sharon mis hors circuit par une hémorragie cérébrale, Olmert a rapidement assis son autorité sur Kadima, le parti construit de toute pièce par Sharon.

L'homme, issu d'un milieu rural, passe pour très cultivé. Gamin, il a milité au Betar, organisation de jeunesse du mouvement de droite Herout. Il a effectué son service militaire comme journaliste de guerre, loin du front. Il a été élu à la Knesset en 1973, à l'âge de 28 ans, tout en entamant une carrière de juriste. Bien que politiquement à droite, il se fait les dents sur les questions sociales. En 1988, il devient ministre de la Santé. Il est aux Affaires arabes lorsque s'ouvre en 1991 la conférence de Madrid qui prépare le processus d'Oslo censé mener à la paix et à la reconnaissance mutuelle de deux Etats israélien et palestinien. Mais il s'oppose aux accords de paix. Dans les années nonante, il se démarque des positions majoritaires au Likoud en parlant d'autonomie palestinienne.

En 1993, il accède à la mairie de Jérusalem. Et affirme aussitôt que, jamais, la ville ne fera partie d'un Etat palestinien. Réélu en 1998, il se présente à la présidence du Likoud mais il est battu par le bulldozer Sharon dont il devient le vice-Premier ministre, chargé de tester les idées. C'est ainsi lui qui évoque le retrait unilatéral de la bande de Gaza, étape menant à la définition des futures frontières élargies d'Israël. Si la « communauté internationale » le laisse réaliser sa politique d'annexion qui verrait Israël garder la main sur les grands blocs de colonies et la vallée fertile du Jourdain.

## Tahar Ben Jelloun : « une erreur, une insulte »

En ce moment, Israël et l'Occident ne maltraitent pas seulement le Hamas et le peuple palestinien, mais le principe même de la démocratie. En refusant d'accepter le verdict des urnes et en décidant de punir le nouveau gouvernement palestinien, ils ne font qu'approfondir toujours plus le fossé, déjà immense, qui sépare le monde arabe de l'Occident. Un fossé d'incompréhension et d'ignorance

(...) C'est une erreur et une insulte. Une erreur, parce que de cette façon, en refusant un mouvement arrivé au pouvoir par la démocratie, cela ne fait que le radicaliser et le conforter dans son fanatisme, son refus de tout dialogue. Et surtout une insulte au suffrage universel : un principe admis et respecté quand il confie le pouvoir à un George Bush qui n'a jamais cessé de piétiner les principes de la démocratie en violant les droits humains et en menant une guerre illégale, mais combattu quand le résultat des élections déplaît, parce que les Palestiniens ont exprimé leur confiance en un mouvement islamiste

(...) Sous le regard complice de l'Amérique et de l'Europe, Israël construit un mur de séparation sur le territoire palestinien : un projet qui vise à isoler un peuple (...) Cette politique n'ouvrira jamais la porte à la paix ; au contraire, elle conduira à radicaliser celui qui n'a plus rien à perdre. »

*Billet de l'écrivain Tahar Ben Jelloun dans l'hebdomadaire italien L'Espresso, le 4 mai 2006.*